

LES SANS-PAPIERS OUVRENT LA VOIE

CE 17 OCTOBRE, LES COLLECTIFS DE SANS-PAPIERS RASSEMBLÉS AU SEIN DE LA MARCHÉ DES SOLIDARITÉS OUVRENT DE NOUVEAU LA VOIE!



Ils l'avaient déjà fait le 30 mai, rappelant la différence entre mesures sanitaires et renforcement de l'État policier et raciste et rétablissant le droit de manifester. Ils démontraient alors à l'ensemble de la gauche qu'on ne peut défendre nos droits qu'en occupant la rue. Dès le 2 juin, des dizaines de milliers de personnes se rassemblaient devant le Tribunal de grande instance de Paris en soutien à Adama Traoré et George Floyd malgré l'interdiction de la manifestation. Mais le reste de la gauche est resté silencieux.



l'ampleur de leurs mensonges sur l'absence de moyens pour sauver les services publics ou notre système de retraites. Mais ils n'auront pas pour autant permis de sortir de la crise : le pire est à craindre pour 2021, une fois que les mesures de perfusion d'urgence auront cessé.

Il faut dire que les problèmes de l'économie capitaliste, basée sur la nécessité d'accumuler toujours plus de profits pour faire face à la compétition sur les marchés, ne datent pas du confinement². Mais la gestion de la pandémie du coronavirus illustre qu'aucun État adossé à l'économie capitaliste ne fera le choix de rompre avec cette logique, car il en dépend lui-même. Notre classe, et en particulier les racisé-es, ont tout à perdre à laisser la classe dirigeante nous imposer des mesures sanitaires qui ne sont décidées qu'au regard de l'intérêt du Capital. Un récent rapport de MSF montre ainsi par exemple que si environ 1 personne sur 10 a été contaminée en Île-de-France, on passe à 8 ou 9 sur 10 dans les foyers de travailleurs immigrés. Davantage précarisée, ayant moins accès à des soins réguliers, vivant plus nombreux/ses dans des logements plus petits, occupant les boulots « en

PARCE QU'IL FAUT TAPER PLUS FORT

Ce 17 octobre, la marche nationale des sans-papiers entre dans Paris ! Quatre marches composées de centaines de sans-papiers et de soutiens partis de Marseille le 19 septembre puis de Montpellier, Grenoble, Lyon, Strasbourg, Lille et Rennes se rejoignent aux portes de Paris et retrouvent des dizaines de milliers de camarades d'Île-de-France et de nombreuses villes où la marche est passée et qui sont venues pour l'occasion ! Le 20 juin nous étions 50 000 à Paris, mais le gouvernement

n'avait pas répondu. Alors les collectifs de sans-papiers ont continué à s'organiser partout dans le pays et se sont rejoints au sein de la Marche des Solidarités pour lancer cette marche nationale des sans-papiers avec le soutien de 270 organisations¹. Cette marche sera passée par 92 étapes pour rencontrer celles et ceux qui luttent.

Les collectifs de sans-papiers nous montrent la seule voie qui vaille : celle de l'action, de l'organisation et de l'unité. Celle qui leur a permis de manifester malgré l'interdiction le 30 mai à Paris et qui alimente leur

détermination à lutter malgré leur situation de précaires parmi les précaires, amplifiée par le confinement dont elle révèle toutes les ambiguïtés et hypocrisie.

FACE À UN POUVOIR PRÊT À TOUT POUR NE RIEN LÂCHER

En face, le monde que dirigent Trump, Poutine ou Macron s'écroule. Une fois de plus, avec la crise du coronavirus, les États sont intervenus massivement dans l'économie pour sauver les entreprises, démontrant

première ligne », cette partie de la population a dû en plus affronter l'arbitraire policier autorisé à contrôler à tout-va. Car plus la situation échappe à tout contrôle, plus les décisions politiques seront renforcées par des mesures autoritaires et une intensification du nationalisme (donc du racisme). La bataille entre États pour les masques, ou celles pour la distribution à venir des vaccins est un exemple des tensions inter-impérialistes dont l'enjeu est de fournir au Capital national les meilleures garanties de profits et d'accumulation dans la compétition internationale. Aux attaques redoublées du Capital contre notre classe s'ajoutent donc des tensions croissantes entre blocs de capitaux et entre États.

Plus que jamais, il nous faut donc militer contre le nationalisme, qui reste le plus puissant levier par lequel la classe dirigeante entend nous souder à sa dangereuse politique : tenue républicaine, ensauvagement, expulsion des migrants polygames, séparatisme islamiste, plus aucun jour ne passe sans une déclaration raciste du gouvernement, qui pave la route aux fascistes. Les laisser faire nous conduira à la barbarie. C'est pour cela que la lutte des sans-papiers, et plus généralement les luttes antiracistes telles que les formidables mobilisations contre les violences policières à la suite du meurtre de George Floyd, nous ouvrent la voie. Leur combat devient de fait un combat antiraciste et antifasciste, contre l'État impérialiste, et anticapitaliste, pour la justice sociale, l'égalité et la dignité.

POURQUOI ÇA MARCHERAIT CETTE FOIS-CI ?

Qui est encore concerné par cette question ? Beaucoup n'ont plus le temps de se la poser. Que celles et ceux qui ont encore ce choix comprennent bien l'enjeu du moment ! Pour les sans-papiers, l'urgence de la lutte n'a jamais été aussi forte. Ils et elles ont été en première ligne pendant la crise, exploités dans les pires des conditions dans des secteurs qui ont continué à tourner ou perdant leur emploi sans chômage partiel, retenus-



dans les CRA, vivant à la rue ou hébergé-es dans des conditions précaires et insalubres ! Malgré cela, le pouvoir a refusé de répondre à leur mobilisation. Alors plutôt que de poser cette question, les collectifs de sans-papiers ont continué à se structurer pour imposer un nouveau rapport de forces au gouvernement. Montrant ainsi que s'ils ne sont pas entendus aujourd'hui, ils iront plus loin, jusqu'à la régularisation de tou-te-s, la fermeture des CRA et un logement pour tou-te-s. L'autonomie de leurs collectifs et la solidarité dans la lutte leur ont depuis longtemps fait comprendre que la défaite d'un-e seul-e, c'est la défaite de tou-te-s. C'est la condition pour que le rapport de forces soit instauré et rappeler à toute la gauche que leur lutte est celle de tou-te-s.

Cette lutte, comme d'autres avant elle, peut devenir l'exemple d'un pouvoir alternatif, qui raisonne selon les besoins et pas d'abord selon ce qui serait acceptable pour la classe d'en face. Mais elle aura besoin que se renforce la conviction que cela n'existera

que par le nombre grandissant, la détermination et la cohésion de celles et ceux engagé-es dans la lutte. Nous avons besoin de renforcer le pôle de celles et ceux qui pensent que l'émancipation des travailleur-euses ne peut être que l'œuvre des travailleur-euses eux et elles-mêmes, car ceux qui pensent autrement seront de plus en plus amenés à s'opposer aux mouvements d'émancipation de notre classe et à leurs revendications.

En 1983, la gauche n'avait pas suivi l'exemple proposé par les marcheurs pour l'égalité et contre le racisme, préférant construire un antiracisme sans les collectifs des quartiers populaires et stigmatisant toute tentative de convergence avec les fortes mobilisations de travailleurs immigrés. Une rupture profonde s'instaure alors entre les militant-es « des quartiers » et la gauche. Il en est de même quand Black Lives Matter, probablement le plus gros mouvement contestataire des USA (avec 15 à 25 millions

de participant-es selon les estimations), remet en question le système policier et réclame le définitif de la police (« Defund police »). Le comité Adama mobilise immédiatement et partout en France, mais Jean-Luc Mélenchon explique au même moment que « *On a le droit de rêver d'une société sans police comme on pourrait rêver d'une société où le loup et l'agneau vont boire ensemble à la rivière. Ce n'est pas un rêve interdit, c'est un beau rêve mais nous savons tous que ça ne peut être qu'un rêve. Donc il doit y avoir une police (...)* ». Un triste avertissement à ne pas reproduire les erreurs de la gauche après la marche de 1983.

Il nous faut partir des luttes locales, garder notre autonomie vis-à-vis des institutions et refuser les chefs autoproclamés. Travaillons à partir de la réalité et de la diversité de notre classe pour convaincre le plus grand nombre de s'organiser et construire la lutte pour l'égalité des droits. Et quelles que soient les tentatives de ce gouvernement pour nous confiner, restons dans la rue ! Rencontrons-nous, organisons-nous pour répondre aux besoins de notre classe et luttons. Car plus la vie est brutale, plus la lutte est vitale ! Et si nous nous en donnons les moyens, la lutte va payer !

MATHIEU P., VANINA G.

1 – Collectifs, associations de solidarité ou ONG comme la Cimade, le CCFD ou Médecins du Monde, syndicats (CGT, FSU, Solidaires, CNT...), partis politiques, collectifs de lutte contre les violences policières.

2 – Voir les articles sur la crise économiques dans les bulletins 13 et 14.



LE 8 SEPTEMBRE 2020, NOUS TOUTES 35 ORGANISE UNE RENTRÉE FÉMINISTE MASSIVE À RENNES

À LA SORTIE D'UN CONFINEMENT QUI A PLUS QUE JAMAIS AMPLIFIÉ LES INÉGALITÉS, ET APRÈS UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL QUI EXPOSE CLAIREMENT UNE CULTURE DU VIOL, NOUS SOMMES DÉTERMINÉ-ES À DÉNONCER, REVENDIQUER ET SOUTENIR LES LUTTES.

Le 8 mars dernier, une semaine avant l'annonce du confinement, nous étions des milliers de personnes à manifester dans les rues de Rennes en réponse à l'appel du collectif Nous Toutes 35 (NT35). Une journée historique par le nombre, la détermination et les slogans !

8 MARS 2020, UNE JOURNÉE HISTORIQUE

5 000 personnes scandant leur force et leur fierté d'être féministes, radicales et en colère. En colère contre les féminicides et les violences sexuelles, mais aussi contre les violences racistes et policières et contre le traitement réservé aux personnes migrantes et aux Musulman-es par l'État. « *Ni patrie, ni patriarcat* » ou encore « *Solidaires au-delà des frontières* », les slogans et les banderoles déployées laissaient peu de place au doute : oui, depuis la manifestation historique du 23 novembre 2019, nous avons encore fait un pas en avant « *pour permettre à un maximum de femmes qui subissent la sur-exploitation, le racisme, les violences sexistes et sexuelles... de s'organiser et de se mettre en action pour un mouvement féministe populaire* »¹.

Nous étions alors encore loin de nous imaginer que les mesures sanitaires imposées allaient remettre en question notre détermination à occuper la rue.

Faisant suite à cette journée, une coordination nationale féministe s'est créée au début



OPHÉLIE CHAZE

du confinement afin d'imaginer et de construire un 8 mars 2021 toujours plus massif.

L'envie, partant de Toutes En Grève 31, était de mettre en lien les différents collectifs et associations féministes sur l'hexagone. Des liens qui permettent de s'organiser ensemble sur des dates d'actions et manifestations communes. Aujourd'hui, cette mise en réseau nationale prend peu à peu forme, se concrétisant au fil des dates que nous décidons collectivement de marquer.

La première date d'action commune appelée par la coordination fût celle du 1^{er} Mai pour la Journée de lutte des droits des travailleur-euses. Il y

a eu des actions féministes sur les réseaux sociaux mais aussi dans les rues de différentes villes, malgré les risques de répression dans un contexte de confinement policier.

Il y a eu ensuite le 8 juin, journée de manifestation pour un déconfinement féministe à Rennes, avec deux actions. La première devant un hôpital public de Rennes pour réclamer plus d'argent pour la santé publique, plus de moyens et des conditions de travail dignes pour les soignant-es, et l'autre, un rassemblement qui est parti en manifestation sauvage dans le centre ville. À l'heure actuelle, nous préparons la date du 21 novembre,

pour la journée de mobilisation contre les violences sexistes et sexuelles.

REMANIEMENT ET OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE DU GOUVERNEMENT

Le remaniement du gouvernement annoncé en juillet 2020 a suscité énormément d'indignation. En particulier les nominations de Gérard Darmanin, homophobe, partisan de la manif pour tous et accusé de viol, à l'Intérieur et Dupond-Moretti, ennemi avoué des féministes, à la justice, ont été vécues comme une déclaration de guerre. Le 10 juillet 2020 des centaines de personnes ont

rapidement répondu à l'appel de NT35 pour exprimer leur colère dans la rue.

Une prise de parole du collectif affirmait notamment que « le gouvernement, avec le remaniement ministériel, nous a montré que la "grande cause du quinquennat" et la lutte contre les discriminations ne fait que l'objet d'un engagement de façade de sa part. Il a montré que la dignité et le respect des femmes, des personnes LGBTQI+ et des habitant-es des Outre-Mer sont moins importants à ses yeux que le maintien au pouvoir des oppresseurs. Le gouvernement nous confirme que la justice et la police continueront de protéger les violeurs et les harceleurs. »² Les manifestant-es sont ensuite parti-es en manifestation sauvage dans le centre ville.

Nous voici au paroxysme de la démonstration de la culture du viol. Quel message le gouvernement cherche-t-il à renvoyer à toutes les personnes subissant les violences patriarcales ? En tout cas, cette manifestation a renforcé la détermination du collectif à poursuivre sa mobilisation et à grandir.

RENTÉE FÉMINISTE ET PERSPECTIVES D'ACTION

Le 8 septembre est la date nationale de rentrée féministe qui a été proposée par la coordination nationale. À Rennes, NT35 a décidé d'organiser une réunion large et ouverte de rentrée. Nos objectifs étaient d'être nombreux-ses, de penser concrètement la question de l'accueil des nouvelles personnes, le fait que nous sommes une organisation fourmillante qui se veut large et accessible. Aussi, le choix de se réunir dans un parc du centre ville répondait à deux enjeux : nous permettre d'être nombreux-ses en réduisant les risques de propagation du virus et occuper l'espace public en étant visible.

Cette réunion a débuté par un goûter afin de rencontrer les nouvelles personnes, suivi d'une présentation du collectif, de l'organisation interne et

en réseaux, et des prochaines dates féministes.

Trois camions de police étaient présents au bout du parc du début à la fin de cette rencontre, chose qui ne se produisait pas avant le confinement et qui nous montre que nous dérangeons visiblement l'ordre établi. Cela a eu pour conséquence directe de nous freiner dans nos objectifs de se visibiliser avec des banderoles partout autour du parc et de partir en manifestation sauvage. Mais cette réunion a quand même attiré beaucoup de nouvelles personnes, nous étions entre 75 et 80 ! Concrètement, de nombreuses personnes ont commencé à participer aux réunions des différentes commissions et à prendre des tâches, contribuant ainsi à la construction du collectif et des prochaines échéances.

Nos perspectives d'action sont dans la même lignée que l'année précédente. Nous voulons la centrer sur une grille de lecture intersectionnelle et en soutien des luttes locales, avec une occupation de l'espace public et la réappropriation des rues avec pour but d'instaurer un véritable rapport de forces.

Le collectif NT35 continue de soutenir Awa Gueye dans sa lutte pour que le meurtre de son frère par la BAC de Rennes ne reste pas impuni. Un rassemblement a eu lieu pour la reconstitution du meurtre de Babacar le jeudi 24 septembre 2020. Et rendez-vous le 5 décembre 2020 pour une grande Marche de Soutien.

Dans un contexte d'offensive sexiste et raciste du gouvernement, la lutte antiraciste doit rester une de nos préoccupations majeures. Cela inclut évidemment la lutte contre le régime des frontières. C'est pourquoi nous avons argumenté pour que le collectif NT35 participe

à rendre le départ local de la Marche des Solidarités le plus massif possible, en incluant des prises de paroles de femmes exilées qui ont pu témoigner de la complexité de l'exil, des violences patriarcales et racistes qu'elles vivent le long du chemin.

Lors de la manifestation du 26 septembre 2020, nous avions proposé de parler des stérilisations forcées des femmes Ouïghoures, pour encourager plutôt une thématique pro-choix et non pas seulement droit à l'IVG.

Depuis la reprise de la circulation du virus, le collectif NT35 est traversé par des questionnements sur nos manières de lutter, de peur de participer involontairement à la propagation du virus et impacter les personnes dites « vulnérables ».

Mais comment poursuivre la mobilisation si nous ne pouvons pas nous rendre visibles dans l'espace public et dénoncer ce système mortifère et inégalitaire (que la crise sanitaire ne fait qu'accroître) ?

L'occupation de l'espace public semble, alors, être une nécessité pour bons nombres d'événements politiques, en effet, pour tou-te-s ceux qui n'ont pas la possibilité de choisir leurs modes d'actions, de par le caractère urgent de leur luttes : personnes exilées, sans-papiers...

Le collectif poursuit sa réflexion sur ce sujet, car nous tenons à prendre en compte les différentes formes d'oppressions systémiques. Un groupe de travail s'est créé lors de la dernière réunion pour poursuivre cette réflexion.

Plusieurs camarades au sein de NT35 partagent le constat d'un danger fasciste omniprésent dans notre société. Une soirée « S'unir contre le fascisme » avait été organisée avec d'autres collectifs rennais un peu avant l'été. Nous avons été relancé-es pour poursuivre la réflexion et voir s'il est possible de créer une coordination antifasciste à Rennes. Les événements récents, avec la Manif pour Tous début octobre, un peu partout en France, mais aussi l'Action française qui s'est réunie à Rennes démontrent d'ailleurs, une fois de plus, à quel point la lutte antifasciste est cruciale.

Nous avons des montagnes à franchir, mais les événements de ces derniers mois, comme la manifestation suite au remaniement et la rentrée réussie du 8 septembre nous redonnent confiance dans la lutte. Dans des conditions actuelles difficiles, dans un contexte de crise économique et sanitaire, en pleine offensive réactionnaire du gouvernement, pouvoir se retrouver avec autant de personnes déterminées à lutter engendre de l'espoir et une force militante incontestable.

AUDE, MAT, YUNA (RENNES)

1 - <https://www.autonomieclasse.org/feminisme/noustoutes35-faire-face-massivement-aux-violences-patriarcales-enportant-un-feminisme-pro-choix-cest-possible/>
2 - « Non au gouvernement patriarcal, raciste, LGBTIphobe et colonial », prise de parole de NousToutes35 du 10 juillet 2020.





VOUS AVEZ DIT GRÈVE GÉNÉRALE ?

RETOUR SUR LE MOUVEMENT DE CET HIVER

LORS DU MOUVEMENT DES RETRAITES DE L'HIVER DERNIER, LES APPELS À LA GRÈVE GÉNÉRALE SE SONT MULTIPLIÉS, AVEC RENCONTRES, COORDINATIONS NATIONALES ET INVITATIONS AU « TOUS ENSEMBLE ET EN MÊME TEMPS ». SOUVENT INITIÉS PAR DES ORGANISATIONS OU FRACTIONS DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE, CES APPELS ONT CRITIQUÉ L'ABSENCE D'UN « PLAN DE BATAILLE » DE LA PART DES DIRECTIONS SYNDICALES ET ONT VOULU FOURNIR UNE DIRECTION ALTERNATIVE AU MOUVEMENT. CET ARTICLE VISE À REVENIR SUR CERTAINS DES DÉBATS QUI ONT ANIMÉ LE MOUVEMENT DES RETRAITES ET À METTRE EN AVANT UNE VISION ALTERNATIVE DE LA GRÈVE DE MASSE.

La grève à la RATP a été construite par un effort patient et sans relâche de débat, de persuasion et d'organisation avec des travailleur·euses qui ressentaient de plus en plus d'amertume quant à la dégradation progressive de leurs conditions de travail et l'ouverture à la concurrence. L'annonce de la réforme de leurs régimes spéciaux a été

la goutte qui a fait déborder le vase. Le travail patient, par en bas, des militant·es a trouvé une attache, un terrain fertilisé par les luttes politiques de ces dernières années.

Pour beaucoup à gauche, la force des cheminot·es de la SNCF était minée par la longue grève perlée du printemps 2018 qui s'est soldée par une défaite. Cet automne-là a vu la naissance des Gilets jaunes, l'explosion

d'une colère généralisée qui avait longtemps couvé contre la pauvreté, la précarité et l'arrogance des puissants. En octobre 2019, lorsqu'un déraillement a laissé un conducteur blessé obligé de s'assurer seul de la sécurité de son train et de ses passager·es, les tensions latentes à la SNCF ont émergé à nouveau : une grève massive, soudaine et illégale de conducteurs et conductrices sous couvert de droit de retrait

a paralysé le trafic. Moins d'un mois plus tard, une grève pour des questions de salaires et de jours de congé a pris les chefs d'un centre d'entretien SNCF de Châtillon à l'improviste et s'est étendue comme une traînée de poudre à d'autres centres de la région parisienne. Enfin, le 5 décembre 2019 amorça ce qui devint la plus longue grève reconductible de l'histoire de la SNCF.



Il y a beaucoup d'histoires similaires dans l'éducation, la santé, l'enseignement supérieur et même le secteur privé, et qui nous apprennent une leçon importante : qu'elle soit « isolée » ou « de masse », politique ou purement économique, la grève ne peut être simplement conçue comme une réponse à un appel extérieur, à un plan de bataille. La grève est le résultat d'un processus organique d'organisation et de persuasion par en bas, souvent imperceptible, et le succès de la mobilisation devient lui-même une cause de son renforcement. La grève est un symptôme soudain d'une colère sociale plus large, et avant tout du sentiment de confiance des travailleur-es. *« Au lieu du schéma rigide et vide qui nous montre une "action" politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan décidé par les instances suprêmes des syndicats, nous voyons, écrivait Rosa Luxembourg, un fragment de vie réelle fait de chair et de sang qu'on ne peut arracher du milieu révolutionnaire. »*¹

Quand il devint clair que Macron n'allait pas reculer et que la grève ne s'étendait plus, les grévistes de la RATP, comme ceux de la SNCF avant elleux, ont décidé démocratiquement de stopper leur mouvement début

février, après huit semaines héroïques. C'est pourtant à ce moment de retrait que se sont multipliés les appels par la Coordination RATP-SNCF et par une « assemblée des interpros » autoproclamée à des rencontres nationales pour préparer la grève générale ! Le point de convergence essentiel entre ces appels rivaux était leur analyse de la séquence qui mettait l'absence de grève générale sur le compte du manque d'audace des directions syndicales ; il suffirait donc de monter un centre de coordination alternatif pour appuyer sur ce fameux bouton rouge qui allait bloquer le pays.

UN PLAN DE BATAILLE ?

Il est très tentant d'oublier pourquoi on est « entré en bataille en ordre dispersé de nos secteurs respectifs »². Ce n'était pas le résultat d'un plan de bataille défectueux, car de toutes manières il n'y avait pas et ne pouvait y avoir de plan de bataille préalable. Ce qui apparut à certain-es comme des « rangs dispersés » était en fait une expression de la dynamique organique d'une vague de grève : c'est un processus vivant, où l'action dans un secteur donne confiance à des travailleur-euses d'autres secteurs et met sous pression

des directions syndicales, les obligeant à bouger. La sympathie et le soutien émanant de notre classe dans le sens large ne se contente pas de nourrir la combativité des grévistes les plus déterminé-es, mais permet aussi d'amener des nouvelles forces dans la bataille. Cette dynamique opère dans une spirale ascendante tant que la plupart des grévistes croient en la victoire. Durant le mouvement des retraites, le problème n'était pas que notre camp a ouvert le feu en « ordre dispersé », mais plutôt que nous n'avons pas su, durant les moments forts, accélérer cette dynamique pour la transformer en une grève de masse qui aurait fait véritablement paniquer la classe dirigeante.

Les appels à des coordinations pour la grève générale ont pu attirer des grévistes des secteurs les plus avancés, comme certain-es meneur-es de la RATP ou des énergéticien-nés. Mais les meetings avaient, sans surprise, des airs de prêche aux converti-es. Des militant-es de secteurs où la grève était souvent, de leur propre aveu, très minoritaire, fuyaient en avant et se perdaient en débats calendaires pour décider de la bonne date pour la grève générale.

Luxembourg, encore elle, raillait en son temps ceux qui voyaient la grève de masse

comme « une arme purement technique qui pourrait à volonté, selon qu'on le juge utile, être "décidée" ou inversement "interdite", tel un couteau que l'on peut tenir fermé pour toute éventualité dans la poche ou au contraire ouvert et prêt à servir quand on le décide. »³ Cette manière de penser est très proche de celle qui mise tout sur les secteurs « stratégiques », où une petite minorité bien organisée de notre classe serait susceptible de répondre à un appel coordonné par en haut et capable, par son seul impact économique et symbolique, de faire reculer la classe dirigeante, loin de notre boussole stratégique : l'émancipation des travailleur-es sera l'œuvre des travailleur-es eux et elles-mêmes.

LA TRADITION DE LA GRÈVE NE SE CONSTRUIT QUE PAR LA GRÈVE

Notre camp est confronté à un problème stratégique : d'un côté, on voit un rejet large de Macron et du système économique capitaliste. De l'autre, le constat implacable qu'il faut regarder en face : seule une minorité de notre classe s'organise et se bat, et une minorité plus petite encore fait grève. Le dernier exemple en date est le mouvement des retraites, où un nombre relativement très petit de travailleur-es ont usé de l'arme de la grève avec le soutien resté passif de la majorité de notre classe. Le mouvement n'aura pourtant pas été vain, car il a permis, un an après les Gilets jaunes, à de nouvelles sections de notre classe de se lancer dans la lutte. Tout l'enjeu pour les prochaines années est d'accélérer ce processus et d'élargir la base de celles et ceux qui luttent.

Le secteur privé mais aussi de grosses sections du secteur public se sont peu mobilisées contre la réforme des retraites, ou en tout cas ne l'ont pas fait par la grève et l'action collective. Naturellement, les évolutions de la production capitaliste et de l'organisation sociale du travail ces dernières décennies ont joué un

rôle important en brisant de nombreuses forteresses syndicales traditionnelles. Sous-traitance, intérim et contrats courts, tous les moyens sont bons pour faire baisser les salaires, précariser et atomiser les travailleur·euses et briser la solidarité entre les précaires et les « stables ». Mais est-ce qu'il s'ensuit que l'absence de mobilisation est une fatalité ? En d'autres termes, la bourgeoisie a-t-elle enfin trouvé la formule magique pour neutraliser la classe ouvrière, pour la mettre dans des conditions où elle ne peut plus se battre ?

Accepter cela signifie abandonner en rase campagne la majorité de notre classe, dans les usines, les hôpitaux et les universités, dans les centres d'appel, sur les plateformes de livraison, etc. Ça veut dire qu'on n'a plus d'autre choix que de se tourner vers des substituts, qu'ils soient réformistes électoraux ou « révolutionnaires » dans des secteurs « stratégiques » et qui gagneraient pour tou-te-s les autres.

L'absence de grèves dans le secteur privé lors du mouvement des retraites est largement due à des questions subjectives d'organisation, de persuasion et de confiance. Dans ce contexte les appels à la grève générale et les plans de bataille les mieux ficelés avec les meilleurs mots d'ordre, qu'ils soient issus des directions syndicales ou de coordinations « alternatives », tomberont sur des oreilles sourdes si l'organisation locale est absente. Cette organisation, à son tour, ne pourra venir que des premier·es concerné·es : c'est la grève elle-même qui organise, qui donne une chance de gagner au niveau de l'entreprise et qui forge les tempéraments nécessaires aux grandes confrontations à venir.

La grève à la RATP, pourtant « championne de la paix sociale ces dernières années »⁴ démontre que des secteurs « endormis » depuis une génération voire n'ayant aucune tradition de la grève (ce qui revient au même) peuvent se réveiller et se mettre en première ligne, entraînant d'autres secteurs avec eux. Mais ce réveil ne peut venir en simple

réponse à un appel extérieur, il est souvent le fruit à la fois de conditions intérieures et extérieures à l'entreprise, ainsi qu'un effort d'organisation et de persuasion.

Des grèves qui se déclenchent depuis la rentrée dans le privé, notamment parmi les entreprises sous-traitantes du nucléaire et de l'aéronautique (Onet, OMS, Daher), ou encore dans la distribution (Biocoop), ainsi que les luttes de ces derniers mois à Frichti, Chronopost et autres, nous rappellent que c'est le rapport d'exploitation lui-même qui crée la possibilité de la grève, quelles que soient les difficultés par ailleurs. Pour l'immense majorité d'entre elles, ces grèves sont en apparence « purement » économiques, liées à des mots d'ordres internes aux entreprises.

Loin d'être négligeable car elle ne correspond pas au « tous ensemble et en même temps » fantasmé, ou à un plan de bataille décrété par en haut, « la lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents nœuds politiques ; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques. La cause et l'effet se succèdent et alternent sans cesse. »⁵

Ce sont ces grèves qui semblent éparpillées et déconnectées qui permettent d'engranger de la confiance et de renforcer nos effectifs de lutte, condition incontournable



pour transformer les grandes déflagrations à venir en une véritable grève générale : elles construisent là, devant nous, les traditions nouvelles de la lutte de notre classe. Tout comme le fait la Marche des sans-papiers initié suite aux premières manifestations après le confinement, en démontrant que la mobilisation et l'organisation des précaires parmi les précaires face à l'urgence vitale de leurs situations est capable d'imposer ses mots d'ordre propres, que certain·nes auraient

jugé il n'y a pas si longtemps « irréalistes ».

JAD BOUHAROUN

1 - https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve4.htm

2 - <https://www.revolutionpermanente.fr/Appel-a-une-rencontre-nationale-pour-la-greve-generale>

3 - https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve2.htm

4 - https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/09/13/derriere-la-greve-a-la-ratp-la-reforme-des-retraites-mais-aussi-un-malaise-face-a-l-avenir-de-l-entreprise_5509741_3234.html

5 - https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve4.htm



LA DOMINATION POLICIÈRE : PROLONGEMENT DES RAPPORTS D'OPPRESSIONS

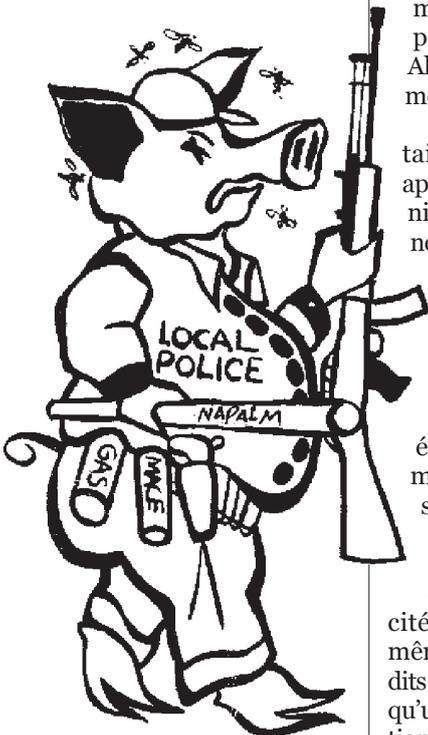
MATHIEU RIGOUSTE PRÉSENTE UNE GÉNÉALOGIE DE L'INSTITUTION POLICIÈRE EN FRANCE, POUR COMPRENDRE CE QU'ELLE EST AUJOURD'HUI ET SA STRUCTURATION SUR DES BASES COLONIALES, RACISTE ET DE CLASSE.

La guerre d'Algérie est terminée, mais l'héritage colonial continue de structurer la police.

De 1930 à aujourd'hui, les différentes brigades de police n'ont cessé de réprimer les communautés ne correspondant pas pleinement à la figure hégémonique de référence, construites politiquement et médiatiquement comme ennemies de l'intérieur.

L'HÉRITAGE COLONIAL DE LA POLICE

En 1930, La Brigade nord-africaine (BNA) voit le jour, gérée par un grand nombre d'administrateurs coloniaux



EMORY DOUGLAS

et des fonctionnaires en poste en Algérie. Cette brigade vise le contrôle des populations algériennes en hexagone, tout en surveillant les membres de groupes décoloniaux. L'idée étant d'agir par rafles et raids dans les quartiers dits « musulmans » de Paris.

Cette brigade a été dissoute, à la Libération, pour des faits de collaboration avec la Gestapo.

La répression de l'État se poursuit avec la création des Brigades des agressions et violences (BAV), en instaurant un climat de tension constant, en circulant dans les quartiers dits « criminels ». Cette brigade n'est que le prolongement ouvertement raciste de la première puisqu'elle tirait systématiquement sur toutes les personnes perçues comme Algériennes et leur semblant menaçantes.

En 1970, après des centaines de crimes policiers, après l'assimilation des techniques contre-insurrectionnelles développées pendant la bataille d'Alger, nous voici aux prémices de ce qu'est la Brigade anticriminalité (BAC) d'aujourd'hui.

En parallèle de cela, les travailleuses étrangères (essentiellement issues des colonies) sont méprisées et toujours recrutées au plus bas coût.

Des foyers Sonacotra aux « bidonvilles », jusqu'aux cités d'aujourd'hui, c'est le même combat. Ces quartiers dits « criminels » ne sont en fait, qu'un outil politique d'altérisation, et d'exclusion du prolétariat ségrégué.



FABRIQUER LE CRIME POUR S'ATTAQUER AUX PAUVRES

La répression policière se maintient et est légitimée par un cadre politique et législatif de contrôle de plus en plus sécuritaire.

La lutte contre le crime semble alors secondaire, quand il s'agit finalement d'attiser et de susciter le délit mineur pour maintenir l'ordre social établi, avec pour objectif l'incarcération massive. Une organisation qui tente de dissimuler les profondes inégalités sociales en criminalisant et en stigmatisant les personnes précarisées, plutôt que de mettre en place des moyens pour améliorer leur quotidien.

Ajoutons à cela, l'utilisation d'armes de guerre dans les villes, et nous voici face à des forces

de l'ordre qui répondent bien à leur rôle de gardiens de la peur.

ABOLIR LA POLICE

La police est une institution étatique, qui a pour but de maintenir l'ordre et des rapports économiques et sociaux, profondément inégalitaires, et est, donc, de fait contre-révolutionnaire.

La domination policière, est née d'un processus de déshumanisation et de criminalisation globale, de ceux qui diffèrent de la norme masculine blanche hétéro-patriarcale et bourgeoise. Elle s'institue dans un contexte économique, politique et social où la violence fait système, où nous intériorisons la violence des rapports d'oppressions comme la norme.

Tout est construit pour que nous prenions peur à l'idée d'un autre imaginaire politique...

Une vie sans prison et sans police s' imagine dans une société où les rapports systémiques seraient tout autres.

La justice et l'égalité, la vraie, ne devrait pas être un espoir, mais une évidence.

Je ne vois alors aucune autre option que celle de l'action, pour transformer l'ADN, les racines même, de notre société.

AUDE (RENNES)

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C @RISEUP.NET